

Le très honorable M. GRAHAM: Et ces hommes, il faudrait s'en occuper, n'est-ce pas?

L'honorable M. BEAUBIEN: Un moment, s'il vous plaît, et mon très honorable ami s'apercevra que je ne manque pas d'équité. Les deux sommes additionnées forment un total de \$52 millions.

L'honorable M. MURDOCK: Mon honorable ami vérifiera-t-il aussi ce salaire annuel de \$1,700? Je me réjouirais que ce fût la moyenne annuelle.

L'honorable M. BEAUBIEN: Les chemins de fer ne sont pas de mon ressort, je l'admets, mais j'ai consulté, pour obtenir des renseignements, des sources honnêtes et averties. Que mon honorable ami m'écoute avec indulgence. J'admets que le premier chapitre, celui de l'entretien de la voie, ne donnera peut-être pas toute cette somme en économies; et quant au deuxième chapitre, on n'arrivera peut-être à ce total sur la main-d'œuvre qu'après trois ou quatre ans. Mais il reste intact le vaste champ des gares, des bureaux de billets, des services de marchandises et de voyageurs, des bureaux de messageries et de tenue de livre, et toutes les autres ramifications des chemins de fer, tous en double et dont la moitié peut être supprimée.

J'attirerai l'attention sur l'excellent discours que M. J. J. Gibbons, président du Board of Trade de Toronto, prononçait à Vancouver le 9 septembre 1937, lors de la convention annuelle de la Chambre canadienne de commerce. Il conseille fortement l'unité d'administration, et réplique beaucoup mieux que je ne saurais le faire aux objections possibles. Qu'a-t-on répondu au vœu exprimé par le Sénat relativement à l'administration en commun? Des affirmations vagues et malicieuses, par exemple, qu'il se trame des conspirations contre les chemins de fer Nationaux. Peut-on imaginer une conspiration qui rallierait des éléments tels que le Sénat, nos meilleurs experts en matière ferroviaire, les professeurs d'économie politique, les boards of trade et les chambres de commerce, une majorité écrasante des journaux du pays, ces derniers, me semble-t-il, en mesure de réfléchir l'opinion publique? Une telle conspiration devient la manifestation de la volonté populaire.

Pour parler sans ambages, le Gouvernement est restreint par des considérations d'ordre politique. Il craint la réaction politique de l'Ouest. Mais cette région a besoin d'aide, elle doit nous aider à se la procurer. Le Gouvernement, alerte à tout ce qui se passe, sait sans doute que l'opinion publique refusera d'autres retards. Que le Gouvernement me permette donc de le presser d'accepter les suggestions de notre honorable Chambre. Si le cabinet hésite à suivre nos pas de trop près,

L'hon. M. BEAUBIEN.

qu'il adopte au moins nos procédés, qu'il appelle en consultation les autorités les plus éminentes du pays. De cette manière, il arrivera sans doute à la meilleure conclusion pratique, et sauf erreur, cette conclusion se rapprochera de la nôtre.

La résolution que je soumetts à la Chambre prie simplement le Gouvernement d'attaquer sans retard le plus important de nos problèmes nationaux, problème pressant, dangereux, qui grandit et s'aggrave avec le temps.

Le très honorable Arthur Balfour eut un jour sur la vie publique une boutade fort plaisante. Il dit qu'en politique, il était plus facile de répéter souvent une chose stupide que d'arriver à accomplir une fois une chose sage. Le Gouvernement est certes très sensible à toutes les variations d'opinion publique. Je crois avoir indiqué la direction de ces variations. Pour monter un cheval, il faut rester en selle; mais le peureux qui échappe la bride et s'agrippe à la selle ne manquera pas de se faire désarçonner. N'en sommes-nous pas au moment où devant les nécessités nationales, il faut remplacer l'opportunisme politique par le patriotisme le plus éclairé?

Depuis des années, les économistes nous répètent que le chômage, l'état risqué de certaines provinces, et les déficits énormes, incessants des chemins de fer Nationaux mettent gravement en danger le crédit canadien. Le Gouvernement a abordé la question du chômage. M. Purvis, de façon magistrale, a analysé et classifié la situation, que nous pouvons maintenant attaquer en connaissance de cause. La commission Rowell enquête maintenant dans les provinces; le président et ses collègues ne manqueront pas de réaliser les espérances que nous avons fondées sur leur habileté et leur réputation. Mais on n'a rien fait pour le problème ferroviaire. La nation se saigne aux quatre membres pour payer 2 millions de dollars par semaine, et jusqu'ici, le Gouvernement ne fait rien.

Ce fardeau qui s'alourdit toujours fatigue le peuple, et notre crédit faiblit, sur les marchés monétaires du monde. N'allons pas ignorer l'avertissement que nous a donné dernièrement notre insuccès partiel à Londres, lors de notre emprunt de convertissement. Nous devons rester assez forts, assez attachants pour conserver la confiance du peuple, et attirer vers nos rives les hommes et les finances nécessaires pour nous permettre d'atteindre la pleine stature de nos grandes destinées.

Je pourrais comparer la situation actuelle à celle de deux étrangers qui descendraient gaiement la rivière Niagara sans se douter du péril vers lequel ils se dirigent. Des deux rives, des individus d'abord, ensuite de petits groupes, finalement des foules leur crient pour les avertir du danger si proche. Nos